



Conseil économique et social

Distr. générale
7 novembre 2007
Français
Original : anglais

Comité des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2008

21-30 janvier 2008

Rapports quadriennaux pour la période 2003-2006 présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social par l'intermédiaire du Secrétaire général en application de la résolution 1996/31 du Conseil*

Table des matières

	<i>Page</i>
1. International Federation for Family Development	2
2. Inter-Press Service International Association	6
3. Institut coréen pour les femmes et la politique	11
4. Fondation RICS	15
5. World Organization of Building Officials	19

* Les demandes d'admission présentées par des organisations non gouvernementales ne sont pas revues par les services d'édition.



1. International Federation for Family Development

(Statut consultatif spécial depuis 1999)

I. Déclaration liminaire

Les buts et objectifs de l'International Federation for Family Development (IFFD) et de ses associations sont les suivants :

- Fournir un système complet comprenant matériel didactique, formation pédagogique, services d'appui et savoir-faire connexe, destiné à permettre aux associations d'exécuter des programmes de formation des parents auprès de familles du monde entier, sur la base d'une pédagogie qui a fait ses preuves, à savoir la méthode de l'étude de cas;
- Promouvoir et appuyer toutes sortes de projets visant à renforcer la famille en tant que milieu d'éducation et de développement, compte tenu du fait qu'elle constitue un agent social très efficace pour la réduction de la pauvreté, le dialogue entre les générations, la prise en charge des personnes âgées et la prévention de comportements à risque chez les enfants;
- Organiser des congrès, séminaires, réunions de groupe d'experts et colloques aux niveaux national, régional et international, afin de permettre l'échange de connaissances au sein du réseau d'associations membres et avec d'autres organisations soucieuses de renforcer la vie familiale;
- Collaborer avec les entités et organismes des Nations Unies dans tous les domaines touchant la politique familiale et aider d'autres organisations régionales et nationales en leur fournissant des apports en la matière.

II. Contributions aux activités des Nations Unies

On trouvera ci-après un récapitulatif des principales réunions et manifestations auxquelles IFFD a participé de 2003 à 2006 :

1. Les 29 et 30 octobre 2004, l'IFFD a tenu son XVI^e International Family Congress, intitulé « Vie de famille, développement et culture » au Siège de l'ONU à New York, parallèlement à la célébration de l'Année internationale de la famille +10 et avec la participation d'une délégation de plus de 400 parents du monde entier, plus de nombreux fonctionnaires du Secrétariat, des membres du personnel des missions permanentes et des représentants d'autres organisations non gouvernementales. Les orateurs ont examiné le rôle de la famille dans la réalisation des objectifs de développement. Les experts ont échangé des données d'expérience sur leur travail pédagogique auprès des familles suivant la méthode prônée par l'IFFD en matière de formation des parents et de dialogue entre les générations. La manifestation était ouverte à la communauté des Nations Unies à New York. Le *Journal des Nations Unies* a annoncé les différentes séances à la rubrique Programme et ordre du jour des séances et des réunions et, en outre, des invitations écrites et personnelles ont été distribuées dans l'ensemble du Secrétariat et dans nombre de missions permanentes. Les actes du Congrès ont fait l'objet d'une vaste diffusion.

2. Soixante et unième session de l'Assemblée générale : participation aux travaux de la Troisième Commission (octobre-décembre 2006). Suite à la publication de l'étude de fond sur la violence à l'égard des enfants, qui a abouti à la conclusion que de bonnes pratiques parentales étaient un facteur de protection, qu'il fallait renforcer le rôle des parents, que l'absence de liens affectifs parentaux était préjudiciable tout comme l'éclatement de la cellule familiale, des représentants de l'IFFD ont pu expliquer à de nombreux États Membres où la Fédération est active que ses programmes facilitent l'application des recommandations contenues dans l'étude en renforçant les familles grâce à l'éducation des parents.

3. Du 15 au 25 août 2006 : Convention sur les personnes handicapées, New York. Des représentants de l'IFFD ont appelé l'attention de nombreux États Membres sur la nécessité de faire ressortir, dans le texte de la Convention, le rôle important que joue la famille dans les soins aux personnes handicapées. L'omission a été rectifiée dans les termes proposés par la Fédération.

4. Le 10 décembre 2006 : Journée des droits de l'homme, New York. Des représentants de l'IFFD ont souligné qu'il était important de promouvoir et d'appuyer le bien-être de la famille dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.

5. Le 4 décembre 2004 : lancement du dixième anniversaire de l'Année internationale de la famille, New York. Des représentants de l'IFFD ont participé au séminaire de haut niveau sur la famille.

6. Du 10 au 21 février 2003 : quarante et unième session de la Commission du développement social, New York.

L'IFFD a signé la déclaration de Vienne sur la famille et collaboré à la rédaction du projet de résolution relatif aux préparatifs de la célébration du dixième anniversaire de l'Année internationale de la famille en 2004.

Outre les réunions susmentionnées, l'IFFD a participé aux réunions périodiques suivantes qui se sont tenues à New York au cours des quatre années visées par le présent rapport :

- Quarante-septième à cinquantième session de la Commission de la condition de la femme : 3 au 14 mars 2003, 1^{er} au 12 mars 2004, 28 février au 11 mars 2005, 27 février au 10 mars 2006;
- Trente-sixième à trente-neuvième session de la Commission de la population et du développement : 31 mars au 4 avril 2003, 22 au 26 mars 2004, 4 au 8 avril 2005, 3 au 7 avril 2006;
- Cinquante-sixième à cinquante-neuvième conférence annuelle DPI/ONG. New York : 8 au 10 septembre 2003, 8 au 10 septembre 2004, 7 et 8 septembre 2005, 6 au 8 septembre 2006;
- Réunions mensuelles du Comité des organisations non gouvernementales pour la famille;
- Célébration de la Journée des familles, le 15 mai, de 2003 à 2006;

La Fédération a participé par ailleurs aux réunions suivantes :

- Débat de haut niveau du Conseil économique et social, 28 au 30 juin 2004, New York;
- Forum du Conseil économique et social pour les ONG consacré aux objectifs du Millénaire pour le développement, 10 mars 2005, New York;
- Forum du Département des affaires économiques et sociales intitulé « Intégration des politiques économiques et sociales en vue de la réalisation des objectifs de développement des Nations Unies », 14 et 15 mars 2005, New York;
- Préparatifs du débat de haut niveau de 2005 du Conseil économique et social consacré aux objectifs du Millénaire pour le développement et au suivi des conférences, 16 et 17 mars 2005, New York;
- Débat de haut niveau du Conseil économique et social, du 29 juin au 2 juillet 2005, New York;
- Sommet du Millénaire +5, du 14 au 16 septembre 2005, New York;
- Forum de la société civile, le 7 février 2006, New York;
- Réunions de haut niveau de l'Assemblée générale à sa soixantième session sur le sida, du 31 mai au 2 juin 2006.

III. Activités conformes aux objectifs du Millénaire pour le développement

La famille joue un rôle crucial dans la réalisation de chacun des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) : une société ne peut pas être plus solide que les familles qui la composent.

Le but de l'IFFD est de promouvoir et d'appuyer toutes sortes de projets visant à renforcer la famille comme milieu d'éducation et de développement, compte tenu du fait qu'elle constitue un agent social très efficace pour la réduction de la pauvreté. Les programmes pédagogiques offerts aux familles contribuent à réduire la pauvreté et la faim pour tous les membres du foyer (OMD 1).

Le programme populaire de l'IFFD intitulé « Premiers pas » porte sur les toutes premières expériences d'apprentissage de l'enfant au sein de la famille et propose mécanismes pratiques et savoir-faire propres à renforcer le rôle éducatif de cette dernière. La Fédération offre également à l'intention des jeunes grands-parents un cours conçu pour mettre en lumière les relations complexes mais fructueuses qui s'établissent entre les générations dans un cadre familial élargi et pour associer de multiples générations à l'aventure que représente l'éducation d'un enfant. Ces deux cours contribuent à la réalisation de l'enseignement primaire pour tous au sein de la famille (OMD 2).

Les cours qu'offre l'IFFD sont conçus pour les deux parents en tant que partenaires se partageant les responsabilités à parts égales. Les études de cas de la Fédération montrent que les hommes et les garçons peuvent contribuer de manière significative à la promotion de l'égalité des sexes en tant que membres d'une même famille lorsqu'ils prennent leur part de la responsabilité des soins aux enfants et de

leur éducation. Tous les programmes de la Fédération requièrent des hommes qu'ils participent à tous les aspects de l'éducation des enfants et de la vie de la famille, de façon à promouvoir l'autonomisation des femmes au sein du ménage (OMD 3). Grâce à un système complet de matériel didactique, de formation pédagogique et de services d'appui ainsi qu'à l'amélioration de l'éducation des enfants et des compétences parentales, l'IFFD contribue à la réduction de la mortalité infantile (OMD 4), à l'amélioration de la santé maternelle (OMD 5), à la lutte contre la maladie au sein de la famille (OMD 6) et à la protection de l'environnement (OMD 7).

Enfin, les programmes de l'IFFD ont créé un partenariat mondial (OMD 8) en organisant des congrès, séminaires, réunions de groupe d'experts et colloques aux niveaux national, régional et international afin de permettre l'échange de connaissances au sein du réseau d'associations membres et avec d'autres organisations soucieuses de renforcer la vie familiale. La Fédération collabore avec le système des Nations Unies et des entités et organismes de l'Union européenne dans tous les domaines touchant la politique familiale et prête son concours à d'autres organisations régionales et nationales en leur fournissant des apports en la matière. Elle a collaboré activement aux activités du Groupe pour la famille du Département des opérations économiques et sociales; elle a participé à la quatrième Réunion consultative des organisations non gouvernementales régionales et internationales sur la famille, dans le cadre des préparatifs du dixième anniversaire de l'Année internationale de la famille ainsi qu'aux manifestations organisées à l'occasion de cet anniversaire le 4 décembre 2004. S'agissant de l'Assemblée mondiale sur le vieillissement, elle a coopéré étroitement avec le Secrétariat en aidant à accueillir les visiteurs à Madrid; son président a participé à la table ronde consacrée à l'avenir du vieillissement « Dialogue 2020 : The Future of Aging » et présenté un exposé à l'Assemblée générale constitué en Assemblée mondiale sur le vieillissement.

À l'heure actuelle, la Fédération aide ses associations à dispenser, dans une cinquantaine de pays du monde entier, des cours d'éducation de la famille qui, selon les estimations, touchent 50 000 participants.

2. Inter-Press Service International Association

(Statut consultatif général depuis 1991)

I. Introduction

i) Buts et objectifs

L'Inter Press Service (IPS) est une organisation non gouvernementale internationale à but non lucratif dont le siège se trouve à Rome et qui est active depuis 1964 dans le domaine de la communication et du développement. L'organisation vise à contribuer au développement en préconisant la liberté des communications, à renforcer les courants d'information et les communications Sud-Sud et Sud-Nord et à associer à ces flux des acteurs représentatifs de la société tout entière. Elle compte 110 membres dans plus de 35 pays – journalistes, spécialistes de la communication et particuliers ou organismes actifs dans le domaine de l'information et de la communication. Son réseau d'information couvre 140 pays. L'IPS diffuse des articles d'actualité originaux en anglais, français et espagnol, dont certains sont traduits dans 19 langues, à l'intention des médias, de la société civile et de la communauté internationale; il produit près de 260 000 mots par semaine. Il mène par ailleurs des projets de communication en matière de formation, d'échange d'informations et de création de réseaux.

ii) Modification structurelle

Le principal organe d'exécution de l'IPS sur le marché des médias est maintenant l'IPS International News Agency, consortium coopératif à but non lucratif créé en 2005, enregistré à Rome et doté en Afrique, en Amérique du Nord, en Amérique latine en Asie et en Europe d'antennes régionales qui assurent un service d'information quotidien indépendant.

II. Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

De 2003 à 2006, IPS International Association et IPS International News Agency ont assuré régulièrement et de manière indépendante la couverture du rôle et des activités de l'ONU auprès des médias, de la société civile et de la communauté internationale. L'IPS a collaboré avec nombre d'organismes et organes des Nations Unies aux niveaux international et régional à renforcer la communication ainsi que la formation en matière de médias et la création de réseaux autour de conférences et manifestations des Nations Unies ainsi que de grands problèmes d'actualité.

i) Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires ainsi qu'aux grandes conférences et autres réunions des Nations Unies

L'IPS a régulièrement publié des informations au sujet des sessions et activités du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale ainsi que des réunions et conférences tenues par d'autres programmes, organes et institutions spécialisées des Nations Unies. En outre, lors des conférences des Nations Unies dont la liste suit, il a publié un numéro spécial de sa revue indépendante *Terra Viva* sous forme de journal ou de bulletin d'information (<http://www.ipsterraviva.net/archives.asp>) :

- a) Assemblée du peuple, Pérouse (Italie) du 6 au 12 octobre 2003;
- b) Sommet mondial sur la société de l'information, Genève (Suisse), du 9 au 12 décembre 2003 et Tunis, 16 au 18 novembre 2005;
- c) Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)/Réunion du Groupe des 77, São Paulo (Brésil), les 11 et 12 juin 2004;
- d) Quinzième Conférence internationale sur le sida, organisée conjointement par le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, Bangkok (Thaïlande), du 11 au 16 juillet 2004;
- e) Petits États insulaires en développement, Maurice, du 10 au 14 janvier 2005;
- f) Sommet du Millénaire, New York, du 14 au 16 septembre 2005;
- g) Conférence de l'Organisation internationale du Travail, Bangkok (Thaïlande), du 8 au 11 mai 2006;
- h) Pays les moins avancés, ONU, New York, les 18 et 19 septembre 2006.

L'IPS a par ailleurs participé activement aux réunions et forums d'ONG qui ont eu lieu à l'occasion de conférences des Nations Unies et de leurs sessions préparatoires, tant au Siège qu'en dehors de New York. Il est membre de la Conférence des ONG dotées du statut consultatif auprès de l'Organisation des Nations Unies.

ii) Coopération avec les organes et institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain ou à New York

L'IPS exécute des projets d'information et de communication en coopération avec un grand nombre de programmes, d'organes et d'institutions spécialisées des Nations Unies, notamment :

- a) Avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), pour renforcer la couverture médiatique et la diffusion d'informations sur des questions se rapportant à la population, à la parité des sexes et à la santé de la reproduction en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient (appui renouvelé chaque année tout au long de la période à l'examen);
- b) Avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour appuyer la communication d'informations sur l'impact du VIH/sida sur les enfants (2003 et 2004);

c) Avec Tierramérica, le plus important des programmes de communication d'Amérique latine sur l'environnement et le développement durable appuyé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (www.tierramerica.net) (appui renouvelé chaque année au cours de la période considérée);

d) Avec la Campagne du Millénaire – Financement des principaux éléments de la stratégie médiatique globale de l'IPS pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (en 2004 et en 2005);

e) Avec le Fonds international de développement agricole (FIDA), lequel a appuyé des mesures touchant les médias et la communication dans le domaine du microfinancement en 2005 et touchant la désertification en 2006;

f) Avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), laquelle a appuyé la production d'une série d'articles sur les objectifs du Millénaire pour le développement en Asie (2005);

g) Avec l'Organisation internationale du Travail, laquelle a appuyé des activités de communication concernant des questions relatives à l'emploi en Asie (2005) et en Amérique latine pour le Sommet des Amériques de Mar del Plata (les 4 et 5 novembre 2005);

h) Avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et le Marché commun du Sud (MERCOSUR) (2003), lesquels ont appuyé des articles sur la société de l'information en Amérique latine;

i) Avec le Fonds des Nations Unies pour le développement, lequel a appuyé la mise en œuvre par l'IPS d'une stratégie de communication globale pour l'Amérique latine et les Caraïbes s'agissant de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (2006);

j) Avec le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), lequel a appuyé la production d'articles de fond et le recours à un rédacteur spécialisé dans les questions relatives aux femmes en vue d'intégrer systématiquement une problématique hommes-femmes dans le journal du Sommet Terra Viva (14 au 16 septembre 2005).

Des articles de l'IPS figurent par ailleurs régulièrement dans la revue de presse que le Département de l'information diffuse auprès des fonctionnaires de rang supérieur de l'ONU, notamment le Secrétaire général, les membres de son cabinet, les chefs de division au sein du Secrétariat et les directeurs d'organismes des Nations Unies; en outre, le Directeur régional de l'IPS pour l'Amérique du Nord, Thalif Deen, continue de participer régulièrement aux tables rondes organisées par *World Chronicle*, émission hebdomadaire d'une demi-heure de la télévision des Nations Unies sur des problèmes mondiaux, qui est retransmise aux chaînes de télévision du monde entier.

iii) Initiatives prises par l'organisation à l'appui d'objectifs de développement convenus au niveau international, en particulier les objectifs du Millénaire pour le développement, qui forment maintenant la base de l'ordre du jour mondial pour le XXI^e siècle

L'IPS a fait de la communication d'informations sur les objectifs du Millénaire pour le développement l'une de ses principales priorités et a élaboré à cette fin, en 2004, une stratégie de rédaction privilégiant les moyens par lesquels l'information et la communication peuvent contribuer à la réalisation de ces objectifs ainsi que la mission, la place et la portée spécifiques de ses services d'information et d'éditoriaux.

Outre les activités pertinentes énumérées ci-dessus aux sections i) et ii), l'IPS a mis au point :

a) Des sites d'information spéciaux consacrés aux objectifs du Millénaire pour le développement en anglais, espagnol, français, italien et néerlandais ainsi que des sites consacrés à l'Afrique et bulletins d'information connexes en anglais et en espagnol diffusés tous les 15 jours auprès de 5 000 particuliers;

b) *Cities-Newsletters*, bulletins d'information consacrés aux objectifs du Millénaire pour le développement, aux citoyens et au rôle des municipalités, en partenariat avec la ville de Rome et l'organisation Cités et gouvernements locaux unis;

c) Des articles et éditoriaux sur les objectifs du Millénaire pour le développement rédigés par des experts et personnalités internationaux et repris par la grande presse du monde entier;

d) Une formation aux objectifs du Millénaire pour le développement à l'intention des journalistes du Sud et des séminaires de haut niveau ainsi que des articles de réflexion à l'intention de divers acteurs du monde des médias et de la société civile.

iv) Autres activités pertinentes

a) Le Bureau de l'IPS au Siège de l'ONU à New York a continué de produire le quotidien *Terra Viva* qui fournit au personnel de l'ONU et à celui des missions des nouvelles et autres articles de politique internationale se rapportant à l'organisation. D'autres versions quotidiennes et hebdomadaires du journal sont produites à Bruxelles (*Terra Viva Europe*), à Johannesburg (*Terra Viva Africa*, lancé en 2003) et à Montevideo (*Terra Viva en español*).

b) Les 10 juillet et 13 octobre 2006, le Département de l'information de l'ONU et IPS North America ont organisé à l'heure du déjeuner à l'intention des médias des ateliers informels sur des aspects essentiels de la gouvernance des Nations Unies, auxquels ont participé des journalistes de renom ainsi que des fonctionnaires des Nations Unies.

c) L'IPS a appuyé les activités du Groupe des 77 (G77) en produisant et diffusant son bulletin, *G-77 Journal*, à New York.

d) L'IPS a organisé chaque année au Siège, avec l'appui du Secrétaire général, la cérémonie de remise du prix International Achievement. Ce prix, dont la remise a été suspendue de 2001 à 2003, est décerné à nouveau depuis 2004. Les lauréats ont été les suivants : Groupe des 77 (2004 – la cérémonie a eu lieu le 14 juin 2005), Action mondiale contre la pauvreté (7 décembre 2005) et Kofi Annan, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (19 décembre 2006).

3. Institut coréen pour les femmes et la politique

(Statut consultatif spécial depuis 1999)

I. Introduction

L'Institut coréen pour les femmes et la politique (KIWP) a été fondé en 1989 en tant qu'organisation non gouvernementale à but non lucratif pour promouvoir la participation des femmes à la vie politique et leur donner davantage de moyens d'agir afin d'améliorer leur condition. Toujours fidèle à cet objectif, l'Institut a mené avec succès une grande diversité d'activités. Il a notamment effectué des travaux de recherche sur les méthodes propres à promouvoir une culture politique parmi les femmes de la République de Corée, mis en place des programmes de sensibilisation et de formation visant à faciliter la participation des femmes à l'Assemblée générale, préconisé des systèmes électoraux équitables et favorisé l'éducation des électeurs. Il a renforcé ses réseaux et efforts de coopération avec des organisations non gouvernementales de femmes dans le monde entier et autres associations nationales et locales, resserrant ainsi les liens de coopération entre ces entités pour promouvoir une plus grande autonomisation politique des femmes. Des projets menés en commun avec le Centre de l'Asie du Pacifique pour les femmes et les politiques (CAPWIP) dont le siège se trouve à Manille sont un exemple de coopération internationale et l'une des nombreuses activités entreprises par l'Institut à l'appui des résolutions de l'ONU visant à promouvoir la condition de la femme.

II. Contribution du KIWP aux activités de l'ONU

i) Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires ainsi qu'aux grandes conférences et autres réunions des Nations Unies

Depuis juin 1999, l'Institut a participé à toutes les sessions de la Commission de la condition de la femme tenues au Siège des Nations Unies à New York. À la quarante-neuvième session de la Commission, du 28 février au 11 mars 2005, il a aidé à organiser, le 2 mars 2007, une manifestation parallèle d'ONG consacrée à l'autonomisation politique de la femme en Asie orientale et à l'examen de l'application du Programme d'action de Beijing, qui a été un grand succès puisqu'elle a rassemblé plus de 100 dirigeantes politiques et représentantes d'ONG de la région Asie-Pacifique. Lors de la cinquantième session de la Commission, tenue du 27 février au 10 mars 2006, l'Institut a organisé le 1^{er} mars 2006, avec le CAPWIP, une manifestation parallèle d'ONG consacrée à l'autonomisation politique de la femme en Asie-Pacifique et à sa participation accrue au développement (1^{er} mars 2006). Il a développé des réseaux de communication avec des représentants des pouvoirs publics et d'organisations internationales ainsi que d'autres ONG féminines en République de Corée et dans des pays d'Asie afin de mobiliser l'opinion publique et de la sensibiliser à la condition de la femme au sein de la société et dans la vie politique.

ii) Coopération avec d'autres ONG en vue de promouvoir les objectifs des Nations Unies

Le KIWP a accueilli, conjointement avec le CAPWIP, le sixième Congrès Asie-Pacifique consacré à la participation des femmes à la vie politique et à la prise de décisions, qui s'est tenue à Makati City (Philippines) du 10 au 12 février 2006. Cinq de ses membres ont participé à ce congrès, dont l'un en tant qu'orateur principal et les autres en tant que présentateurs et modérateurs, apportant une contribution informative à l'examen et à l'analyse de la condition de la femme en République de Corée en ce qui concerne sa participation à la vie politique. Les participants à ce congrès ont travaillé diligemment à l'élaboration d'un programme d'action décennal Asie-Pacifique pour la participation des femmes à la vie politique et à la prise de décisions, en tant que prélude à la cinquantième session de la Commission de la condition de la femme.

L'Institut a conduit à l'intention des dirigeantes de la région Asie-Pacifique, en coopération avec le CAPWIP, des programmes de formation à la sensibilisation des responsables à la parité des sexes (octobre 2005 et 2006). Ces stages qui étaient intentionnellement largement ouverts pouvaient intéresser aussi bien des dirigeantes locales que les membres élues des branches législative et exécutive des pouvoirs publics ou de partis politiques ainsi que les représentantes d'ONG s'efforçant de promouvoir la parité des sexes dans les administrations publiques et disposant de structures de formation à la bonne gouvernance. Le KIWP a également dispensé un cours de formation des formateurs sur la sensibilisation au sexisme, la prise d'initiatives et la politique dans le cadre de l'édification de collectivités en mouvance (19 au 28 septembre 2005), à l'intention de 33 participants venus de toutes les régions d'Asie et d'Afrique.

L'Institut a pris part à l'atelier de consultation régionale concernant les droits des femmes en matière de participation à la vie politique et publique, organisé à Jakarta (Indonésie) du 9 au 12 décembre 2004 par le Comité d'action international pour les droits des femmes de la région Asie-Pacifique et l'Association des Indonésiennes pour la justice. Sa Présidente, Jungsook Kim, spécialiste-conseil pour l'atelier, a prononcé le discours principal sur les facteurs qui entravent la participation des femmes à la vie politique et les stratégies visant une plus grande égalité sur le plan politique.

iii) Projets menés au niveau national à l'intention des femmes en vue de promouvoir les objectifs des Nations Unies

L'Institut a organisé un certain nombre de stages de formation à l'intention d'électrices et de dirigeantes. Premièrement, il a mené en mai-juin 2003 une enquête sur l'opinion des jeunes électrices (de 20 à 30 ans) dans une perspective de réforme politique et de participation à la vie publique, conjointement avec le Ministère de la parité des sexes de la République de Corée. Il a également géré la Cyberacadémie sur les femmes et la politique, avec l'appui partiel du Fonds de développement pour les femmes des autorités métropolitaines de Séoul, de septembre à novembre 2003. Cette initiative avait pour objet d'ouvrir l'accès à une éducation politique à un plus grand nombre de jeunes femmes.

Deuxièmement, l'Institut a mené une enquête au niveau national d'avril à mai 2004, tout de suite après les dix-septièmes élections générales d'avril 2004 sur le thème « Conscience politique et vote au cours des élections générales de 2004 » afin

de mieux comprendre le lien de cause à effet entre les choix des électeurs et leurs convictions.

Troisièmement, en coopération avec le Ministère de la parité des sexes, l'Institut a procédé, de mars à novembre 2005, à une évaluation des activités des femmes membres de l'Assemblée nationale. Ces parlementaires ont été évaluées sur la base de leurs compétences professionnelles et générales en fonction de ce qu'elles avaient fait pour la promotion de la femme ainsi que de leur niveau de participation aux réunions des commissions et aux sessions générales.

Enfin, l'Institut a dispensé un cours de formation au rôle politique de la femme en prévision des élections locales de 2006. Il s'agissait d'apprendre aux femmes à formuler des stratégies qui leur donnent une chance de gagner. Les candidates ont pu acquérir une certaine confiance dans leur capacité de faire campagne en échangeant des informations et des idées et en s'encourageant les unes les autres. Peut-être en partie grâce à cette formation, 12 candidates sur 24 ont gagné les élections au niveau des circonscriptions et 7 ont été élues à la représentation proportionnelle.

L'une des principales activités du KIWP consiste à organiser tous les deux mois des forums consacrés aux femmes et à la vie politique. Ces forums sont conçus pour permettre l'examen de divers problèmes spécifiques aux femmes et offrir aux parties intéressées, notamment à d'autres associations féminines, la possibilité de mettre en commun des idées et stratégies visant à éliminer les obstacles à une plus grande participation des femmes à la vie politique. De 2003 à 2006, ces forums ont mis l'accent sur les thèmes suivants : réforme politique et rôle de la femme (Séoul, 21 février 2003); participation à la vie politique et conscience politique des électrices de 20 à 30 ans (Séoul, 2 juillet 2003); promotion du rôle politique des femmes dans les élections locales (Séoul, 29 août 2003); vote et conscience politique dans la dix-septième élection générale (Séoul, 29 juin 2004); élections locales de 2006 et participation accrue des femmes à la vie politique (Séoul, 9 juin 2005); les femmes et la vie politique locale (Séoul, 8 septembre 2005); réalisations politiques des femmes membres de la dix-septième Assemblée nationale (Séoul, 19 septembre 2006); les femmes et la vie politique en 2007 (Séoul, 30 novembre 2006).

En prévision des élections générales de 2004, l'Institut a aidé nombre de candidates à formuler des stratégies électorales efficaces et à se doter de compétences cruciales en matière de campagnes électorales (Séoul, janvier-avril 2004). Il a également suivi de près les candidates de façon à mieux comprendre les problèmes auxquels elles se heurtaient au cours du processus électoral. Certaines de ses membres se sont portées candidates et nombre d'entre elles ont été élues au cours de l'élection générale. Ce projet d'appui et de suivi des candidates a beaucoup fait pour promouvoir la participation des femmes à la vie politique. Il s'est également révélé d'un appui précieux quant au choix de la direction à imprimer aux projets et travaux de recherche en cours de l'Institut et sa contribution sur le fond a été très utile.

Sur la base des informations et statistiques fournies par le Comité central de surveillance des élections, l'Institut a analysé différentes caractéristiques de la participation politique des femmes à l'élection locale du 31 mai. Il a publié des bulletins d'information, aussi bien en coréen qu'en anglais, pour mieux faire comprendre au grand public les problèmes qui se posent et pour sensibiliser les

femmes à la vie politique. En outre, dans ses bulletins d'information, il a décrit les activités, programmes et plans qu'il prévoit d'exécuter dans le cadre de futurs projets. Il publie également des bulletins d'information en ligne pour faciliter l'accès du public à l'information concernant les femmes et la vie politique. Cette méthode est particulièrement efficace et le KIWP continuera d'y recourir pour sensibiliser l'opinion.

4. Fondation RICS

(Statut consultatif spécial depuis 2003)

Introduction

Le principal domaine d'intérêt et d'activité de la Fondation RICS est d'appuyer et de favoriser la recherche relative à la viabilité et à l'environnement construit, en étudiant la manière de concevoir le développement, la gestion et la gouvernance de l'environnement urbain de façon à promouvoir et renforcer la notion de développement durable. Cette optique s'inscrit dans la droite ligne du septième objectif du Millénaire pour le développement.

Modification ayant eu un effet considérable sur l'organisation

Des changements et perturbations importants sont intervenus entre 2003 et 2004, avec la perte d'une proportion considérable de l'appui des donateurs et les coupes de personnel qui en ont résulté.

Activités d'appui à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fondation RICS a tenu trois réunions consacrées à des problèmes se rapportant à la viabilité de l'environnement urbain, au cours desquelles des projets qu'elle parrainait ont été présentés à un public d'universitaires, de professionnels et de décideurs intéressés par l'aménagement du territoire urbain. Ces réunions ont été organisées au siège de la Fondation, à Londres.

Ces activités avaient pour objet de soulever des questions se rapportant à la viabilité en examinant les optiques de recherche adoptées dans d'autres modèles, pour voir quels enseignements pouvaient en être tirés s'agissant de la viabilité urbaine. Trois études avaient été commanditées pour l'occasion :

14 janvier 2003 : modélisation et comptabilité dans l'optique du développement durable (Jan Bebbington et Bryan MacGregor, Université d'Aberdeen)

Si l'idée que la poursuite du développement durable constitue un objectif public approprié semble faire l'unanimité, une incertitude considérable demeure quant à ce que représente un tel objectif pour une organisation donnée, ainsi que pour les différentes branches d'activité et pour la société en général. Outre le fait qu'il est malaisé de définir exactement ce qui constitue ou non une pratique favorisant le développement durable, les informations voulues quant à la manière de procéder pour entreprendre une telle évaluation font défaut. En dépit des multiples projets qui cherchent à identifier les différents aspects du développement durable sur la base d'indicateurs, on ne sait pas encore mesurer à quel point les diverses conséquences d'une seule activité ou, en fait, d'activités multiples, rapprochent ou éloignent la société de la réalisation de l'objectif du développement durable. L'article cherche à remédier à cette lacune en décrivant un modèle novateur mis au point par la société pétrolière multinationale BP pour évaluer la conformité de l'exécution de certains projets particuliers aux nécessités du développement durable.

*Le rôle de l'information dans un marché immobilier durable
(Harry Bruhms, University College, Londres)*

L'immobilier, non résidentiel en particulier, est un phénomène complexe. Le parc immobilier et d'un pays est déterminé et influencé par de nombreux facteurs sociaux, économiques et physiques et son impact sur l'environnement prend de multiples formes. Un très grand nombre de mécanismes du marché y sont à l'œuvre. Et quantité de données d'information sont requises pour mettre en évidence et gérer tous ces facteurs, impacts et processus. L'article examine ces problèmes dans le but de permettre l'élaboration d'un programme de recherche qui puisse satisfaire exactement les besoins des professionnels de l'immobilier.

*Finance comportementale et viabilité urbaine
(David Leece, université de Keele)*

Cet article de réflexion met en lumière les aspects de la finance comportementale qui sont susceptibles d'enrichir le programme de recherche sur la viabilité. Il examine également la relation entre la finance comportementale et une conception plus générale du fonctionnement du système économique et de son impact, positif ou non, sur la viabilité. L'article plaide pour une approche fondée sur divers modèles qui reconnaisse la validité de la finance comportementale et suggère un programme de recherche appropriée. Il fait valoir en particulier qu'une approche scientifique de la « subjectivité » des acteurs du marché pourrait être fructueuse.

L'article constitue une évaluation générale de l'intérêt que présente le recours à la finance comportementale en tant que fondement des travaux de recherche concernant les marchés immobiliers et la viabilité urbaine. Plutôt que de suivre l'approche de l'étude de cas concrets, il présente une gamme de concepts et de méthodes susceptibles d'apporter de nouveaux éléments aux travaux de recherche sur la viabilité – à savoir un programme de recherche en bonne et due forme accompagné d'un brassage d'idées.

7 mars 2003 – La réunion a été consacrée à des études commanditées par la Fondation RICS, dont un article théorique sur la valeur des terrains et le développement durable et un autre sur le rôle de la planification de l'aménagement du territoire dans le développement durable.

**Valeur des terrains et développement durable
(Andrey Pavlov, Université Simon Fraser, Canada)**

L'article examine les aspects économiques du développement durable lorsque les activités polluantes de propriétaires fonciers diminuent la valeur des terrains d'autres propriétaires, qu'il s'agisse de gouvernements nationaux, de sociétés publiques ou privées ou de particuliers. En méconnaissant cet effet externe préjudiciable pour leurs voisins, ces propriétaires ne protègent pas convenablement l'environnement. Le problème est d'autant plus grave que la pollution a des effets non seulement locaux mais mondiaux. Compte tenu des quatre stratégies envisageables pour optimiser le niveau de protection de l'environnement sur le plan social, l'article conclut que la meilleure solution est d'éliminer les effets externes en précisant davantage les droits de propriété et en les faisant respecter. Une autre bonne solution consisterait à subventionner le coût de la protection de l'environnement. Sans troubler l'équilibre social, cette subvention peut être financée

à l'aide d'un impôt à taux unique; le moins cher et le moins efficace est un impôt proportionnel au rendement de l'investissement.

Réalisation du développement durable – remise à plat du système de planification (Yvonne Rydin, London School of Economics, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Recourir à la planification pour contribuer à la réalisation du développement durable est un des objectifs déclarés de la politique gouvernementale du Royaume-Uni tels qu'énoncés dans Planning Policy Guidance (1997), la stratégie de développement durable A Better Quality of Life (1999) et le Planning Green Paper (2001). De fait, en vertu de l'article 38 de la loi sur la planification et l'obligation d'achat en vigueur, les responsables de la planification (stratégies régionales d'aménagement du territoire et documents d'exploitation des sols au niveau local en Angleterre ainsi que plans de développements locaux au Pays de Galles) sont tenus d'exercer leurs fonctions « dans l'optique d'une contribution à la réalisation du développement durable ». Nombre de professionnels de l'environnement construit se sont engagés à recourir à la planification pour promouvoir de telles causes et de nombreux universitaires explorent un nouveau domaine d'analyse qui établit un lien entre la planification et la durabilité.

Toutefois, à ce jour, la plupart de ces déclarations de politique générale et analyses de la planification ont pris la forme de prises de position optimistes quant aux réalisations potentielles de la planification ou d'un examen critique des raisons pour lesquelles cette planification est vouée à l'échec. L'article pose le problème en des termes plus novateurs en engageant à réfléchir à ce que devrait être la planification pour contribuer à promouvoir l'ordre du jour de la viabilité.

14 septembre 2004 : une manifestation a été organisée à l'occasion du lancement de trois grands rapports visant à mettre en lumière et à promouvoir des questions à inclure dans le programme de recherche sur la viabilité urbaine, à savoir :

- **Énergie renouvelable et environnement construit – programme de recherche** (David Fell et al., cabinet-conseil Brook Lyndhurst, Royaume-Uni). Manifestement, la nature et les tendances de notre environnement construit influent sur la question de l'énergie et sont influencées par elle. La question que nous posons est donc celle des effets potentiels sur l'environnement construit des processus et résultats des approches nouvelles et récentes de la production et de la distribution d'énergie et des différents schémas de consommation d'énergie. Les travaux de recherche doivent s'organiser autour de cinq grands thèmes dont le premier est le plus important, à savoir : a) le rôle de la planification à l'appui du développement de l'énergie renouvelable; b) l'attitude des occupants des sols, des développeurs et des investisseurs vis-à-vis de l'adoption de l'énergie renouvelable; c) les possibilités qu'offre l'adoption de systèmes combinés chaleur/électricité photovoltaïques et embarqués; d) l'adoption de techniques de planification de scénarios permettant de prévoir les conséquences de différents types de consommation d'énergie; e) les avantages économiques au sens large et l'intérêt d'une adoption plus générale de l'énergie renouvelable;

- **Le rôle des parcs et des espaces ouverts dans la vitalité urbaine – programme de recherche** (Carys Swanwick et al, Université de Sheffield, Royaume-Uni). La rareté de l'espace et le prix élevé de l'immobilier justifient difficilement la création ou même la préservation d'un espace ouvert si les décideurs n'ont pas une idée claire de sa valeur et de sa contribution à la vie urbaine. La question que nous posons est celle de la contribution de ces espaces à la vitalité d'une ville. Trois grands thèmes de recherche sont à explorer : a) le rapport entre les espaces ouverts et la vitalité dans les centres commerciaux; b) les espaces ouverts et le développement de la vitalité d'un quartier; c) le rôle des parcs et des espaces ouverts dans la transformation de l'idée que l'on se fait des villes;
- **Le financement et le développement de l'environnement construit – programme de recherche** (Michael Edwards et al, University College, Londres). Si l'on s'accorde généralement sur la nécessité de réfléchir plus attentivement et de manière plus approfondie à la façon de gérer et développer le modèle urbain, cet accord apparent est en partie trompeur en raison des sens très différents que l'on peut donner au mot « durabilité ». Il existe de multiples façons de concevoir un changement dans la manière dont nous finançons et organisons le développement.

Réalisation

Par ces activités, nous nous sommes efforcés de sensibiliser les professionnels de l'environnement construit et les décideurs à l'importance du développement durable, dans la droite ligne du septième objectif du Millénaire pour le développement, « Assurer un développement durable », et, en particulier, à la nécessité connexe d'intégrer les principes du développement durable dans les politiques et programmes nationaux.

Les progrès se sont ralentis depuis la dernière réunion en raison des coupes de personnel et de la diminution de l'appui des donateurs. Un nouveau conseil d'administration a été nommé; il a pour mandat de chercher à mobiliser des ressources auprès de donateurs pour que le programme de recherche sur la viabilité et le développement urbain puisse se poursuivre. Bon Hall, qui a participé aux travaux du Groupe consultatif de l'immobilier de la Commission économique pour l'Europe (CEE) et qui est membre du conseil d'administration de la Fondation, est bien placé pour donner des conseils sur la manière dont celle-ci pourrait participer davantage aux activités de l'ONU.

La Fondation RICS n'a participé à aucune réunion du Conseil économique et social, faute du personnel de représentation nécessaire (son personnel consiste en une seule personne dont les responsabilités dépassent celles qui lui incombent au titre de la Fondation) et parce que les administrateurs bénévoles, qui sont tous au Royaume-Uni, ne disposent pas des ressources nécessaires pour voyager.

5. World Organization of Building Officials

(Statut consultatif spécial depuis 1987)

I. Introduction

La World Organization of Building Officials (WOBO) s'est efforcée de nombreuses manières d'appuyer les buts et objectifs énoncés dans sa déclaration d'intention, son règlement et son mandat, ainsi que, parallèlement, les grands objectifs de l'Organisation des Nations Unies. Des programmes, réunions et manifestations connexes ont été mis sur pied pour faciliter l'échange d'idées et de notions se rapportant à différents aspects de l'environnement construit.

Les domaines d'activité de la WOBO coïncident avec ceux du Conseil économique et social mais aussi avec ceux de nombreux organismes des Nations Unies, tels l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), l'Organisation des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et l'Organisation internationale du Travail (OIT) parmi d'autres. Ces entités appliquent, en matière de programmation, des critères qui correspondent aux buts et objectifs de la WOBO, à savoir, spécifiquement :

Buts

- Faire fonction de plaque tournante pour le transfert d'informations techniques des pays qui produisent cette information aux pays qui l'utilisent;
- Promouvoir la notion de normes et réglementations internationales applicables au bâtiment, aux matériaux, au matériel et aux appareils de construction;

Objectifs

- Préconiser la prévention des risques potentiels et recommander des moyens d'empêcher les incendies dans des bâtiments existants ainsi que dans ceux en construction;
- Promouvoir l'idée d'une normalisation des matériaux, équipements et appareils de construction;
- Promouvoir l'unification de la législation se rapportant à la gestion des codes et des normes;
- Collaborer avec des organisations internationales, les pouvoirs publics et les établissements d'enseignement à la promotion de programmes de formation des responsables de l'industrie du bâtiment;
- Encourager la création d'organisations nationales de responsables de l'industrie du bâtiment et de comités consultatifs nationaux;
- Promouvoir l'organisation de conférences, séminaires et congrès aux niveaux national et international en vue de faciliter la réalisation des objectifs de l'organisation;
- Promouvoir la communication et l'échange d'informations au niveau international au moyen du bulletin *WOBO News*.

Au cours de la période de l'examen, la WOBO s'est dotée d'un nouveau secrétariat et organisme de gestion, la National Fire Protection Association (Association nationale de lutte contre les incendies) (NFPA). Lors de la réunion du Conseil des gouverneurs de la WOBO, qui s'est tenue en avril 2002 à Pittsburgh en Pennsylvanie (États-Unis d'Amérique) ont été examinées la question du sixième Congrès mondial et de la réunion du Conseil des gouverneurs de la WOBO, prévus pour 2003 ainsi que celle du mode d'exécution de certaines des activités de l'organisation. La période 2002-2003 a donc été placée sous le signe de la réflexion théorique. Sur la base des mesures précédemment prises, les dirigeants de la WOBO, en particulier le Conseil des gouverneurs, devaient être choisis dans n'importe laquelle des catégories de membres spécifiées. Bien que la WOBO soit essentiellement composée d'organisations visant à faire respecter la réglementation applicable au bâtiment, ses membres sont conscients du fait que la contribution de professionnels – architectes, ingénieurs et entrepreneurs – peuvent également jouer un rôle crucial à l'appui de sa mission.

II. Activités

On trouvera ci-après un récapitulatif des activités menées par la WOBO au cours de la période à l'examen.

2003

- Du 17 au 21 mai 2003 : sixième Congrès mondial de la WOBO à Dallas, Texas (États-Unis) au cours duquel les participants ont entendu huit présentations techniques, passé en revue les activités en cours et choisi les gouverneurs et responsables. La NFPA a tenu parallèlement sa réunion annuelle. Elle a été priée d'assumer les fonctions de secrétaire et trésorière de la WOBO ainsi que de fournir à cette dernière l'appui administratif nécessaire.
- De Juin à décembre 2003 : l'administrateur et secrétaire/trésorier de la WOBO a créé un site Web (www.wobo-un.org), dans lequel il a mis à la disposition du public l'historique, le règlement intérieur et les déclarations d'intention de l'organisation après les avoir actualisés; il y a également placé un récapitulatif des activités de la WOBO (exposés, minutes, états financiers). Il a complété et actualisé la liste de ses membres.

2004

- Du 21 au 22 avril 2004 : Séminaire technique sur la conception et la construction de tours mené à Tokyo conjointement avec le Conseil japonais des responsables du bâtiment. Le 22 avril 2004 : réunion du Conseil des gouverneurs de la WOBO. Ces deux journées ont attiré de nombreux membres du Conseil japonais des responsables du bâtiment. Les débats ont porté sur les aspects théoriques de la sécurité des tours, l'utilisation de matériaux de construction novateurs et le recours à des plans axés sur la qualité des résultats.
- Le Conseil des gouverneurs de la WOBO a élaboré un mémorandum d'accord avec la NFPA autorisant le transfert de ses fonds de l'Association des entrepreneurs des Émirats arabes unis (qui assurait précédemment le

secrétariat de l'organisation) à la NFPA et faisant de celle-ci le nouveau gestionnaire de ces fonds.

2005

- Du 3 au 5 janvier 2005 : par l'intermédiaire du bureau du secrétaire/trésorier, des lettres et télécopies ont été expédiées au Centre asiatique de planification préalable aux catastrophes et aux services de l'Organisation mondiale du Travail à Genève pour proposer l'aide de la WOBO après le tsunami qui a ravagé la région de l'Asie-Pacifique. En dépit du suivi téléphonique qui a eu lieu, ces lettres et télécopies sont malheureusement restées sans réponse.
- Du 18 au 21 novembre 2005 : Hong Kong [région administrative spéciale de Chine, Shenzhen et Guangzhou (Chine)] : réunion du Conseil des gouverneurs de la WOBO et visites techniques. Le 18 novembre 2005, des gouverneurs ont examiné les plans préliminaires du septième Congrès mondial. Ils ont également parlé de la participation aux prochaines manifestations organisées par l'ONU, notamment la conférence d'ONU-Habitat prévue pour juin 2006 à Vancouver (Canada).
- Le 19 novembre 2005, la WOBO a organisé conjointement avec l'Institute of Surveyors de Hong Kong un séminaire technique sur les effets dévastateurs sur l'infrastructure et les bâtiments du tsunami qui a ravagé la région de l'Asie-Pacifique, des feux de brousse en Australie et du cyclone Katrina à la Nouvelle-Orléans (États-Unis).
- Les 20 et 21 novembre 2005, plusieurs gouverneurs de la WOBO ont participé à des visites techniques à Shenzhen et Guangzhou (Chine). Ils ont rencontré des spécialistes de la planification, visité les installations techniques du mégacomplexe universitaire de Guangzhou et entendu un exposé.

2006

- Du 18 au 24 juin 2006 : le Président fondateur et Secrétaire/trésorier a assisté au troisième congrès du Forum urbain mondial qui s'est tenu à Vancouver (Canada). Outre sa participation à plusieurs des présentations et séminaires prévus, il s'est entretenu officieusement avec le Directeur exécutif d'ONU-Habitat, le Ministre afghan du logement et les Ministres indiens du bâtiment et du logement, entre autres.
- Du 17 au 20 septembre 2006 : le septième Congrès mondial s'est tenu à Orlando en Floride (États-Unis) parallèlement à la Conférence annuelle de l'International Code Council. Il a été l'occasion d'une série de présentations techniques sur les défis que présentent des méthodes de construction novatrices et uniques en leur genre. Parmi les sujets abordés, on peut citer : les technologies « vertes »; les plans du siège de la Télévision centrale chinoise (CCTV); les difficultés associées à la tenue d'inspections adéquates des bâtiments résidentiels et la conception de l'infrastructure et des installations de Walt Disney World aux États-Unis. Les membres de la WOBO et le Conseil des gouverneurs se sont réunis. Les débats ont surtout porté sur le troisième Congrès du Forum urbain mondial et sur le choix des représentants de la WOBO aux réunions qu'ONU-Habitat tiendrait à Nairobi en 2007.